

Qui soutient la transition écologique au Parlement Européen?

Qui a soutenu la transition écologique et sociale en Europe depuis cinq ans? Qui au contraire a fait blocus contre les grands textes de la lutte contre le réchauffement climatique ou de la protection de la nature? A la veille des élections européennes, faisons le point sur les votes des différents partis européens sur les grands textes de la dernière mandature.

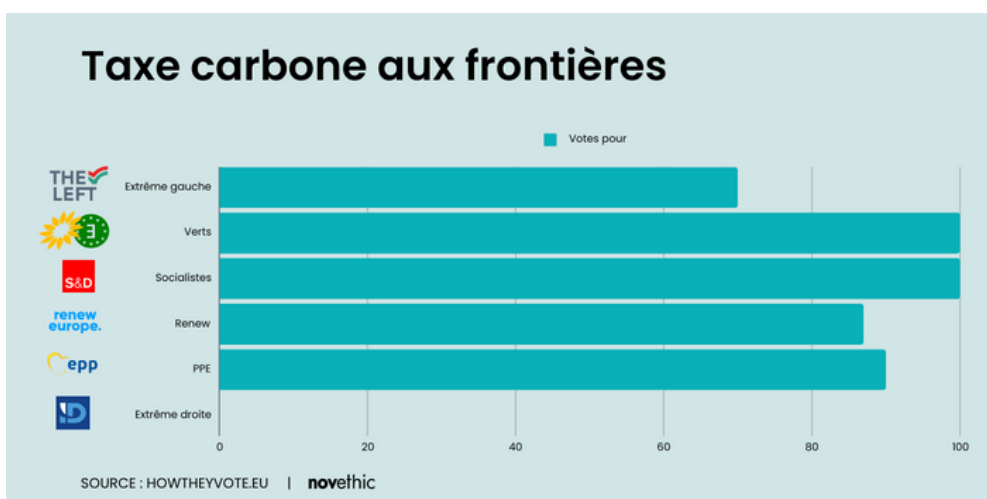
Qui a vraiment soutenu la transition écologique et sociale au Parlement européen depuis cinq ans? Alors qu'un nouveau parlement prendra sa place à Strasbourg, il est désormais possible de faire le bilan de la dernière mandature, en examinant comment les eurodéputés ont voté, ou pas, les nombreuses réglementations qui ont été soumises aux députés sur ces thématiques.

Lutte contre l'importation de produits issus de la déforestation, restauration de la nature, devoir de vigilance européen... Sur les 10 grands textes de la transition écologique et sociale européenne des cinq dernières années, on peut voir que certains partis européens ont été proactifs, quand certains, ont au contraire souvent fait obstruction.

1°) Taxe carbone aux frontières : l'extrême droite vote contre

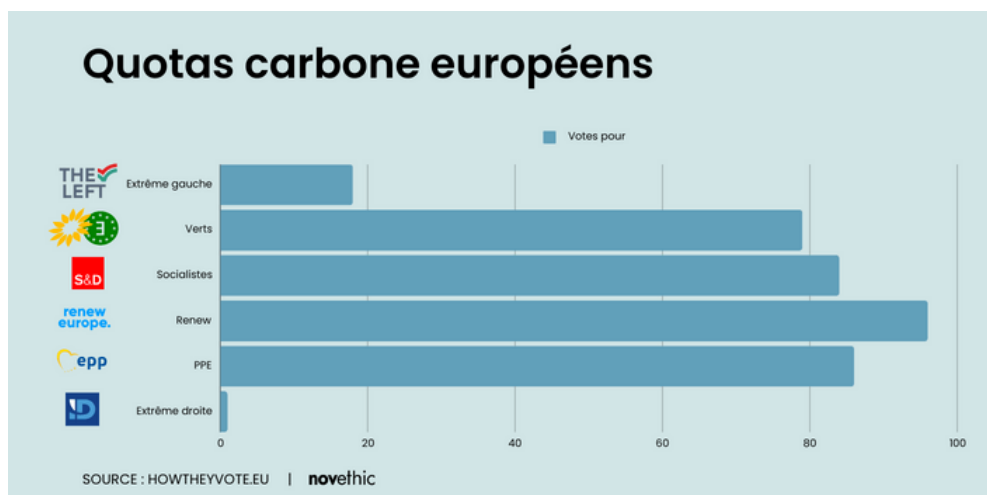
En avril 2023, le Parlement européen a ainsi voté la mise en place d'un mécanisme d'ajustement du carbone aux frontières de l'Europe (MACF), une sorte de taxe carbone, qui devra être payée sur les matières premières polluantes importées dans l'Union Européenne (UE).

La mesure, qui est entrée en phase de test il y a quelques mois, a été votée à près de 76% par les députés européens. Seule l'extrême droite européenne, qui comprend notamment le Rassemblement National, s'y est opposée ou s'est abstenue.



2°) Quotas carbone européens: contestés par l'extrême droite et l'extrême gauche

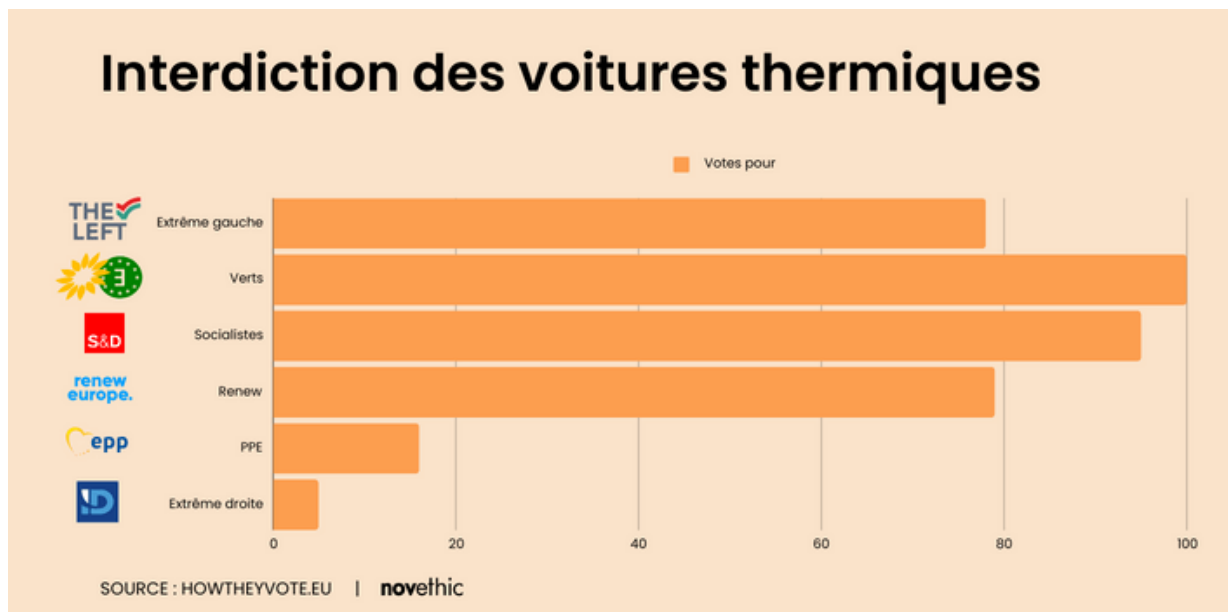
La réforme du système d'échanges des quotas d'émissions de l'Union européenne (ou European Trading Scheme, ETS) est également passée devant le Parlement en avril 2023. Voté à près de 65%, le texte a pourtant fait l'objet d'une opposition claire de l'extrême droite (plus de 90% de votes contre) mais aussi d'une partie significative (82%) de l'extrême gauche européenne, qui rassemble notamment les députés de la France Insoumise ou du Parti Communiste.



3°) Interdiction de véhicules thermiques en 2035 : approuvée par les Verts, la gauche, l'extrême gauche et Renew
Pour respecter ses objectifs climatiques dans le cadre du programme Fit for 55, l'UE a également voté le renforcement des normes sur les émissions des véhicules, qui entraîne l'interdiction de la commercialisation des véhicules thermiques en Europe à partir de 2035.

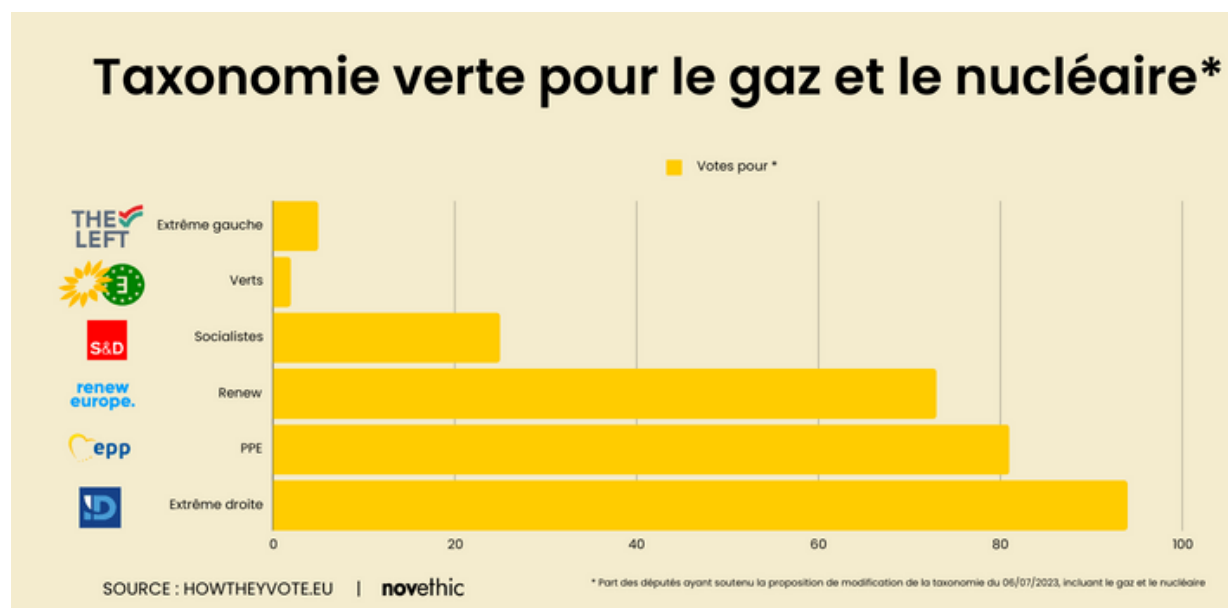
Une avancée majeure qui est passée de justesse devant les députés européens, avec 53% de voix pour. Le texte a essentiellement été soutenu par les Verts et le groupe socio-démocrate (S&D), dont le Parti Socialiste est la principale force française. Renew, le parti auquel est affilié Renaissance, le parti présidentiel, a également voté le texte à 80%, tout comme l'extrême gauche.

En revanche, la droite traditionnelle, c'est-à-dire le PPE (Parti Populaire Européen) qui comprend notamment Les Républicains, s'y sont massivement opposés, tout comme l'extrême droite.



4°) Inclusion du gaz fossile et du nucléaire dans les technologies « vertes » : la gauche et les Verts votent contre
La question énergétique a également fait débat au Parlement. En juin 2023, la Commission européenne avait proposé d'inclure le gaz fossile et le nucléaire dans les énergies qualifiées de « vertes » dans la taxonomie européenne, afin notamment d'encourager leur financement en en faisant des « énergies de transition ».

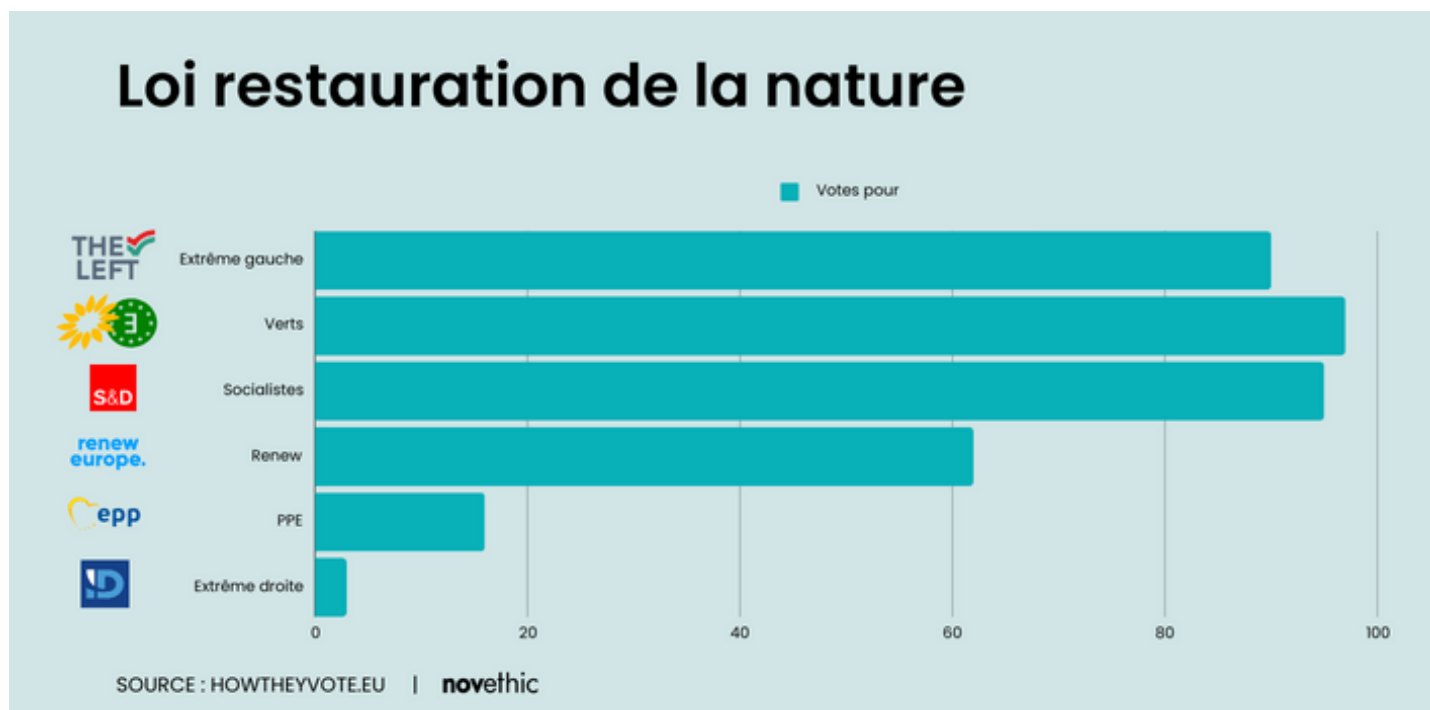
Les Verts, les socialistes et l'extrême gauche se sont opposés à cette proposition, jugeant l'impact environnemental de ces énergies trop élevé. Les droites du PPE et de Renew (Renaissance) ont au contraire soutenu la mesure à près de 80%, l'extrême droite à près de 95%.



5°) Loi sur la restauration de la nature : soutenue par la gauche et les écologistes, contestée par la droite et l'extrême droite

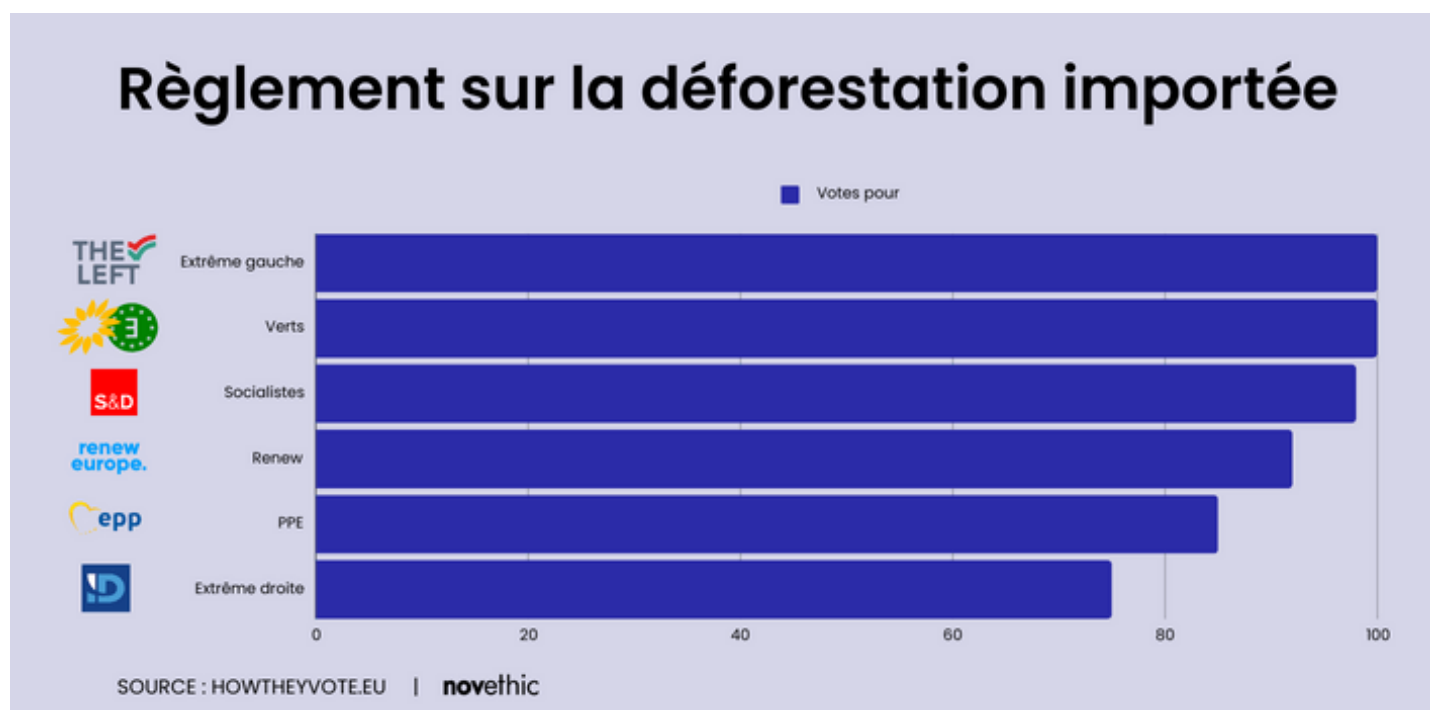
La Loi sur la restauration de la Nature, qui était la première grande loi européenne sur la biodiversité et les écosystèmes. Après d'âpres négociations, qui ont vu le texte affaibli par rapport au projet initial, elle a été adoptée par une très courte majorité du Parlement (52%).

Les Verts, les socialistes et l'extrême gauche ont massivement soutenu le texte, quand les eurodéputés du groupe Renew / Renaissance ne l'ont que timidement approuvé (à 60% seulement). Le PPE et l'extrême droite ont voté contre à près de 90%.



6°) Réglementation pour lutter contre la déforestation : combattue par la droite et l'extrême droite

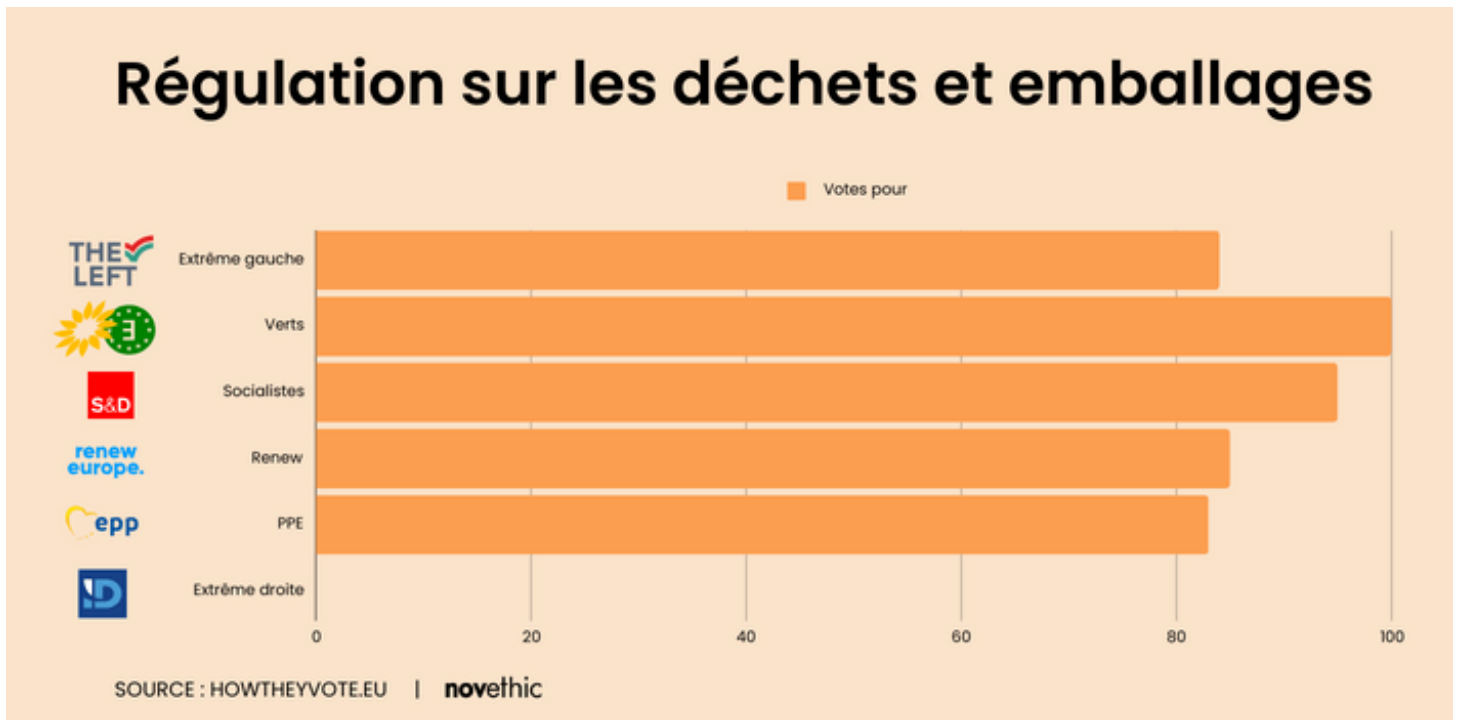
Le Parlement a également voté le 19 avril 2023 en faveur d'un règlement interdisant l'importation et la mise sur le marché de produits issus de la déforestation. Si tous les partis ont globalement soutenu le texte, c'est encore à l'extrême droite et à droite qu'il a connu le plus de réticences.



7°) Règlement sur les emballages et les déchets : seule l'extrême droite s'y oppose

Le règlement sur les emballages et les déchets, ou PPWR (Proposal Packaging and Packaging Waste regulation) propose de mieux réguler la gestion et le marché des emballages et des déchets, mais aussi d'interdire certains composants nocifs (comme les PFAS) dans les emballages.

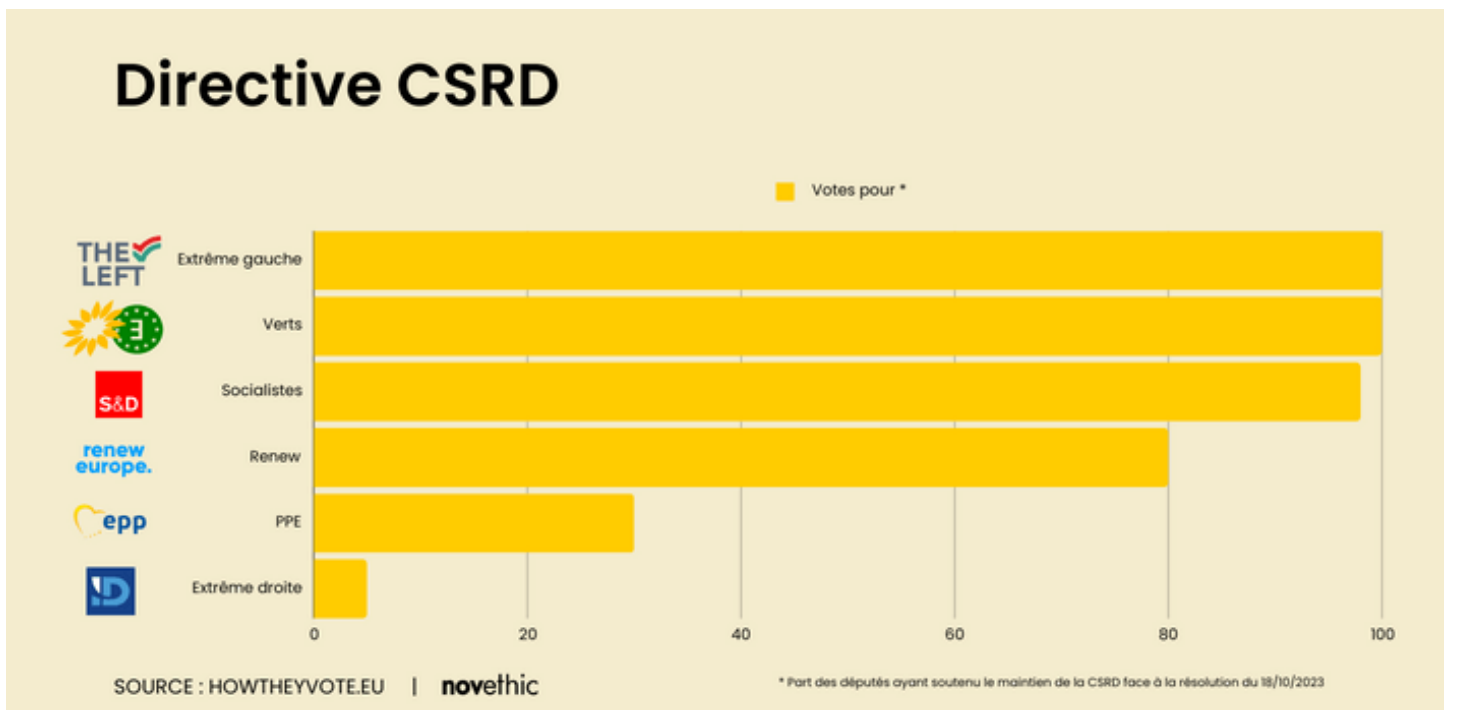
Le texte final, finalement moins ambitieux qu'envisagé au départ, a été adopté le 24 avril dernier, soutenu par tous les partis, à l'exception de l'extrême droite qui s'y est unanimement opposée.



8°) CSRD, directive sur le reporting social et environnemental : votée par tous les partis... dans la douleur

L'emblématique directive sur le reporting extra-financier, ou CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) a été l'un des gros dossiers en lien avec la RSE au Parlement. Entrée en vigueur cette année, la CSRD avait été votée assez largement, par pratiquement tous les partis européens en novembre 2022.

Mais un an plus tard, revirement de la droite et de l'extrême droite, qui votent massivement une résolution proposant d'affaiblir la directive et les obligations de reporting. La quasi-totalité des eurodéputés d'extrême droite, 70% du PPE et 20% de Renew votent la résolution, mais échouent à la faire adopter.

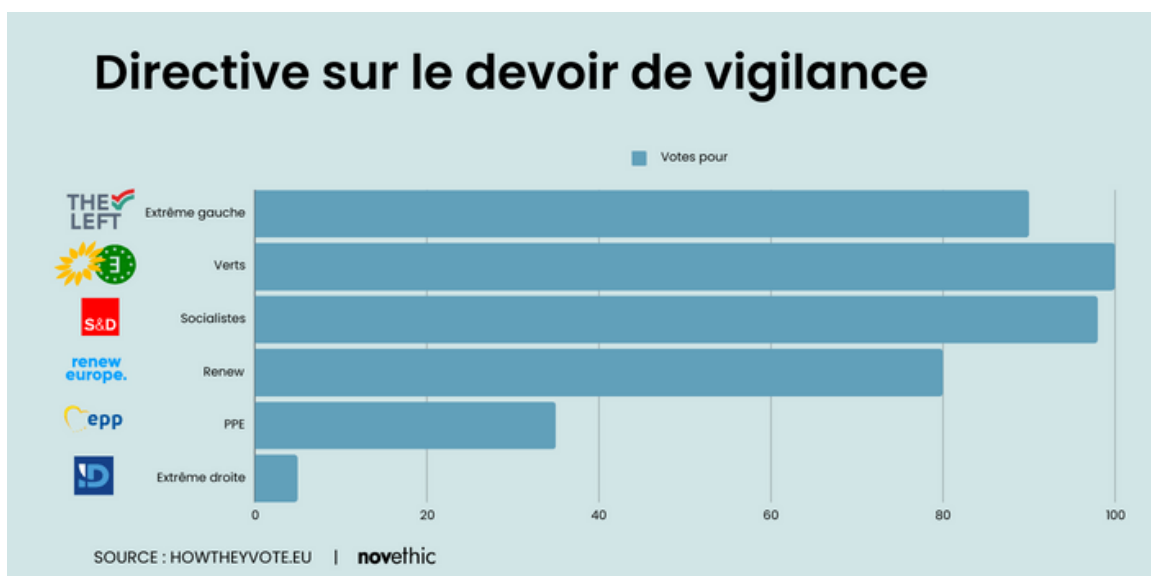


9°) Devoir de vigilance européen pour les multinationales : essentiellement soutenu par la gauche

Pour mieux encadrer les multinationales, et s'assurer qu'elles respectent les droits humains et environnementaux tout au long de leur chaîne de valeur, les institutions européennes ont mis sur la table un projet de directive sur le devoir de vigilance européen.

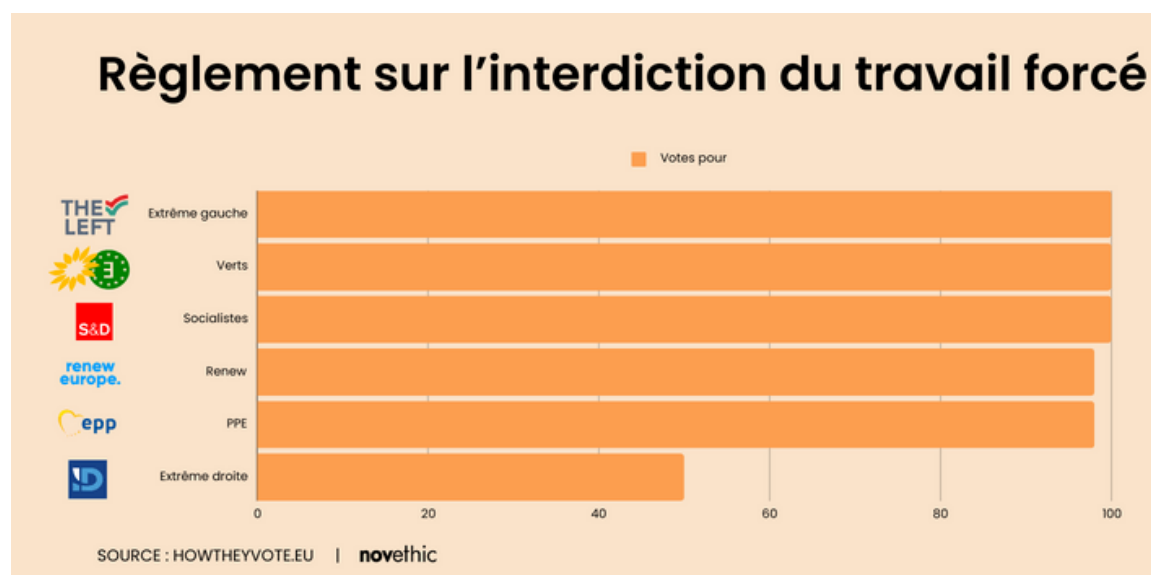
Négocié pendant plus de deux ans entre la Commission européenne, le Conseil et le Parlement, le texte devait être voté en mars 2024. Mais sous la pression des gouvernements français, allemands et italiens, de l'extrême droite et des libéraux, qui voulaient bloquer le texte, l'accord final a été retardé et affaibli.

Ce n'est finalement que le 15 avril dernier que le Parlement a adopté, grâce aux soutiens de l'extrême gauche, du parti socialiste et des verts, la directive sur le devoir de vigilance. Le PPE et l'extrême droite se sont majoritairement opposés au texte, et Renaissance a voté pour à près de 80%, suite aux concessions faites en faveur des entreprises.



10°) Travail forcé et travailleurs des plateformes : globalement tous les partis ont voté pour

Sur le plan des conditions de travail, l'UE a proposé notamment deux grandes législations, visant pour l'une à lutter contre le travail forcé, et pour l'autre à mieux protéger le travail ubérisé, ou travailleurs des plateformes. Dans les deux cas, les réformes ont été soutenues par l'ensemble du spectre politique, même s'il faut nuancer le soutien apporté par l'extrême droite, qui s'est souvent abstenu sur ces textes.



Pour conclure : le vote extrême-droitiste est préjudiciable pour les mesures environnementales et écologiques.

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>

D'après Novéthnic du 28 Mai 2024 <https://www.novethic.fr/economie-et-social/transformation-de-leconomie/transition-ecologique-votes-parlement-europeen-partis-election>